



Fermeture de l'aéroport Félix Eboué la nuit

Réaction du Président Rodolphe Alexandre

Le Président de la CTG Rodolphe Alexandre a pris connaissance de la décision de fermer l'aéroport Félix Eboué la nuit par le Gouvernement. S'il comprend les raisons de sécurité inhérentes à cette prise de position, il regrette qu'une alternative provisoire n'ait pas été trouvée pour assurer la continuité de ce service.

Les difficultés que connaissent les contrôleurs aériens de Guyane sont malheureusement un fait connu depuis un moment. Les premières alertes remontent à 2016, bien en amont de la grève qu'ils ont entamée en septembre 2017.

Fortement sensibilisé à la question, le Président Rodolphe Alexandre a interpellé à deux reprises l'Etat, appelant à une réaction urgente au regard de l'impact économique potentiel sur le territoire qu'une rupture du service assuré par ce corps de métier entraînerait.

Un premier courrier a été adressé sous l'ère Hollande, au Secrétaire en charge des transports de l'époque Alain Vidalies, en avril 2016, mettant en avant la dimension des missions de l'aéroport guyanais et le manque de moyens pour leur mise en œuvre. Toutefois, et ce malgré l'argumentaire mis en avant, aucune mesure n'a été prise par le gouvernement pour remédier à cette situation.

Récemment, en octobre 2017, une seconde sollicitation a été transmise au Président de la République Emmanuel Macron, lors de son passage en Guyane. Il y rappelle le contexte avec la moitié des postes de contrôleurs aériens pourvus, alertant que ce sous-effectif entraînerait une fermeture de l'espace aéroportuaire de nuit, avec pour conséquence un impact sur les liaisons assurées vers le Brésil, le Surinam et les Antilles.

Dans l'attente d'un retour de la part de l'Etat, le Président Rodolphe Alexandre réalise à l'heure actuelle, des consultations pour déterminer la meilleure stratégie à tenir pour résoudre cette situation préoccupante.

COMMUNIQUÉ

